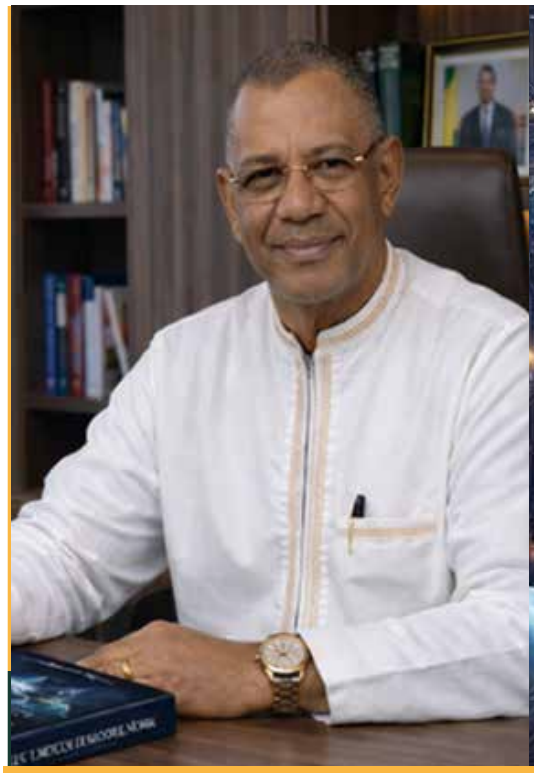
Mali-Chine : Bamako veut transformer le partenariat diplomatique en moteur d'industrialisation

MALI
2009
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 04 SEPTEMBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





L'IA et les « Afriques » : entrer dans la chaîne de valeur ou subir la prochaine dépendance



DDR-I à Kidal : 37 ex-combattants intègrent les FAMa après six mois de formation



Bourses Chevening 2026-2027 : Trois Maliens s'envolent pour des universités britanniques

Sommaire







UNE /

L'IA et les « Afriques » : entrer dans la chaîne de valeur ou subir la prochaine dépendance — P 04

BRÈVES /

Économie verte : Yeah Samaké porte la voix de l'Afrique au Swiss Green Economy Symposium 2026 — P 23

Coopération Mali–États-Unis : 11 jeunes Maliens de retour du programme YES — P 23

Sénégal : L'Assemblée nationale donne son feu vert à deux propositions de loi — P 24

Bourses Chevening 2026-2027 : Trois Maliens s'envolent pour des universités britanniques — P 25

ACTUALITÉ /

Justice militaire au Mali : Plusieurs condamnations prononcées pour désertion, escroquerie et violation de consignes — P 28

DDR-I à Kidal : 37 ex-combattants intègrent les FAMa après six mois de formation — P 30

POLITIQUE /

Formation professionnelle au Mali : Les directeurs des CFP à l'école de la Gestion Axée sur les Résultats — P 32

Mali-Chine : Bamako veut transformer le partenariat diplomatique en moteur d'industrialisation — P 34

CULTURE & SOCIETÉ /

« L'Âme des Signes » : Abdoulaye Konaté expose les blessures du monde au Musée national du Mali — P 37

Culture et savoir : Le Pr Sidy Lamine Bagayoko nous plonge dans la « quête anthropologique de Boubacar Sidibé » — P 38

INTERNATIONAL /

Burundi : Africa CDC renforce la surveillance contre les fièvres hémorragiques virales aux frontières — P 42

UCAD : Le Pr Abou Kane prend les commandes de la FASEG et dévoile ses priorités — P 43

SPORT /

FEMAFOOT : Cap sur les éliminatoires de la CAN 2027 et la candidature de l'AES pour 2032 — P 45

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

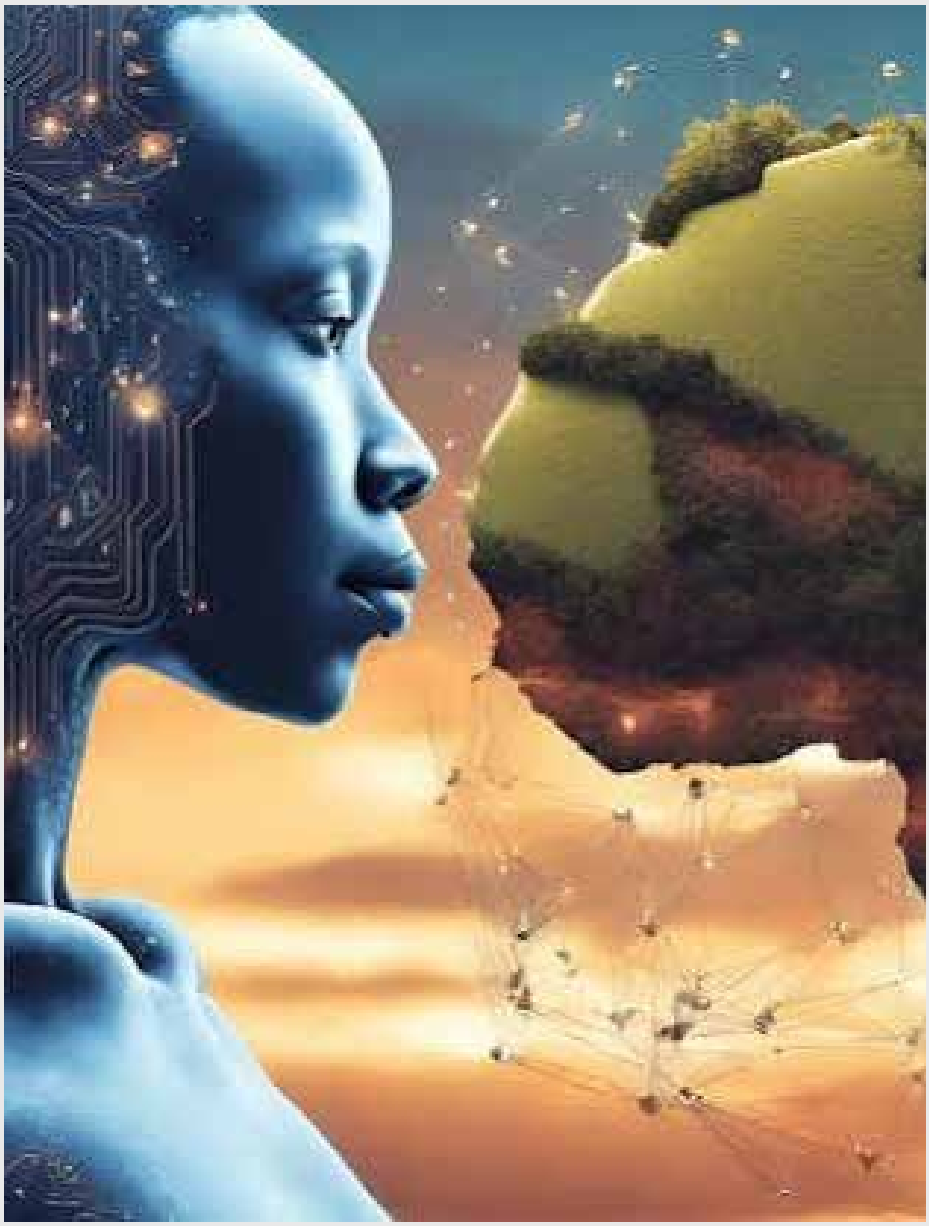
La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

L'IA et les « Afriques » : entrer dans la chaîne de valeur ou subir la prochaine dépendance





De la puce au citoyen, l'intelligence artificielle redistribue la richesse, la puissance et la souveraineté. Le continent peut en tirer un saut de productivité — ou devenir le marché captif d'une révolution conçue ailleurs.

Dr Hamed Sow

L'intelligence artificielle est souvent présentée comme un logiciel presque immatériel : on écrit une question, une réponse apparaît, une image se compose, une voix traduit, un programme s'exécute. Cette apparente simplicité masque une réalité beaucoup plus lourde. Derrière chaque réponse se trouvent des mines, des usines de semi-conducteurs, des réseaux électriques, des câbles sous-marins, des centres de données, des armées d'ingénieurs, des milliards de textes et d'images, ainsi que des capitaux d'une ampleur rarement observée dans l'histoire industrielle.

L'IA n'est donc pas seulement une nouvelle application. C'est un

système industriel complet, une infrastructure de connaissance et, de plus en plus, un instrument de puissance. Ceux qui contrôlent les puces, le calcul, le cloud, les données, les modèles et les canaux de distribution ne vendent pas seulement un service : ils fixent les conditions d'accès à une ressource qui entre déjà dans l'éducation, la santé, la finance, la défense, l'administration, l'agriculture, les médias et la recherche scientifique.

Au Rwanda, un drone apporte une poche de sang à un hôpital isolé en quelques minutes. Dans une clinique, un logiciel aide à détecter une anomalie sur une radiographie. Dans une usine, des robots assemblent des voitures avec une précision millimétrée ; à San Francisco ou à Pékin, des taxis circulent déjà sans conducteur. Ce qui relevait hier de la science-fiction est devenu une infrastructure du quotidien. L'intelligence artificielle ne frappe plus à la porte : elle est entrée.

Mais elle n'entre pas dans un monde neutre. Elle arrive dans un système international déjà traversé par les inégalités de richesse, de savoir, d'énergie et de puissance. Elle ne les effacera pas spontanément. Elle peut même les approfondir. Ceux qui contrôlent les puces, les centres de données, les modèles et les normes disposent d'un avantage comparable à celui que procuraient hier la maîtrise des mers, du pétrole ou de la monnaie. L'IA n'est donc pas seulement une technologie : elle devient une nouvelle géographie du pouvoir.

Pour les « Afriques » au pluriel, la situation n'est pas identique du Caire au Cap, de Dakar à Nairobi ou de Casablanca à Lagos. Les écarts d'électricité, de connectivité, de capital humain, de taille de marché et de capacité publique sont trop importants pour parler d'une seule Afrique numérique. Mais une conclusion s'impose déjà : le temps où l'on pouvait attendre que la technologie mûrisse ailleurs avant de l'importer est révolu. L'IA se diffuse plus vite que l'électricité, le téléphone ou Internet. Le retard pris aujourd'hui peut se transformer, en quelques années, en dépendance structurelle.

L'enjeu est historique. Le continent peut utiliser l'IA pour sauter certaines étapes, améliorer la santé, l'agriculture, l'éducation et les services publics. Mais il peut aussi reproduire un scénario qu'il connaît trop bien : exporter les matières premières, livrer gratuitement les données et importer, au prix fort, des solutions conçues ailleurs. Les minerais seraient africains, les besoins seraient africains, les utilisateurs seraient africains ; la technologie, les règles et l'essentiel des profits resteraient extérieurs. Une nouvelle dépendance se prépare, plus discrète que les précédentes parce qu'elle se présentera sous les traits séduisants de l'innovation.

L'IA ne sera, par nature, ni une bénédiction ni une malédiction pour l'Afrique. Elle sera ce que les Afriques auront été capables de construire, de négocier et de gouverner.

I. Comprendre l'IA : une vieille ambition devenue puissance industrielle

Une définition simple, sans magie

Selon la définition actualisée de l'OCDE, un système d'intelligence artificielle est un système fondé sur une machine qui, à partir des informations qu'il reçoit et d'objectifs explicites ou implicites, infère comment produire des résultats : prévisions, contenus, recommandations ou décisions pouvant agir sur un environnement physique ou virtuel. Cette définition a le mérite de ramener l'IA à ce qu'elle est : un ensemble de modèles mathématiques et informatiques qui transforment des entrées en sorties.

Il convient de distinguer plusieurs notions souvent confondues. L'apprentissage automatiquepermet à une machine de repérer des régularités dans des données sans que toutes les règles soient programmées à l'avance. L'apprentissage profond utilise des réseaux de neurones comportant de nombreuses couches pour traiter des volumes très importants d'informations. L'IA générative ne se contente plus de classer ou de prévoir : elle produit du texte, des images, du son, de la vidéo, du code ou des structures moléculaires. Un grand modèle de langage, ou LLM, apprend

les relations statistiques entre les unités du langage afin de prévoir et de générer des séquences cohérentes. Un modèle multimodal combine plusieurs formes d'information — texte, image, audio, vidéo, données de capteurs — et peut raisonner ou agir à travers elles.

Ces systèmes ne « pensent » pas comme un être humain. Ils n'ont ni conscience, ni expérience vécue, ni responsabilité morale. Ils calculent des probabilités, construisent des représentations et produisent des résultats d'une sophistication croissante. Leur efficacité peut être spectaculaire, mais irrégulière. Le rapport 2026 de Stanford décrit une « frontière dentelée » : un modèle peut résoudre un problème scientifique très complexe puis échouer sur une tâche banale. Cette dissociation entre puissance et fiabilité interdit deux attitudes symétriques : l'adoration naïve et le mépris rassurant.

De Turing à l'IA générative

L'ambition de construire des machines intelligentes est ancienne. En 1950, le mathématicien britannique Alan Turing pose une question devenue célèbre : « Les machines peuvent-elles penser?» Il propose de juger une machine à sa capacité de soutenir une conversation difficile à distinguer de celle d'un humain. En 1956, la rencontre de Dartmouth, organisée notamment par John McCarthy, Marvin Minsky, Nathaniel Rochester et Claude Shannon, donne son nom au champ de « l'intelligence artificielle ».

Les premières décennies sont dominées par l'IA symbolique : on tente de représenter l'intelligence par des règles, des logiques et des systèmes experts. Les résultats sont prometteurs dans des domaines étroits, mais les machines manquent de données, de puissance de calcul et de capacité d'adaptation. Les attentes excessives provoquent plusieurs « hivers de l'IA », périodes de désillusion et de baisse des financements.

À partir des années 1990 et 2000, trois transformations changent l'échelle du problème : l'explosion des données numériques, la baisse du coût du calcul et les progrès de l'apprentissage statistique. En 2012, le réseau AlexNet s'impose dans la reconnaissance d'images et relance l'apprentissage profond. En 2016, AlphaGo bat le champion Lee Sedol, révélant au grand public la puissance de l'apprentissage par renforcement. En 2017, l'article scientifique Attention Is All You Need introduit l'architecture du « transformeur », qui permet de traiter les relations entre les éléments d'une séquence avec beaucoup plus de parallélisme. Cette architecture devient le socle des grands modèles contemporains.

Le lancement public de ChatGPT à la fin de 2022 fait sortir l'IA générative des laboratoires. En quelques mois, des centaines de millions d'utilisateurs découvrent qu'une interface en langage naturel peut rédiger, résumer, traduire, programmer et expliquer. Depuis, les modèles sont devenus multimodaux, capables d'utiliser des outils et de décomposer certaines tâches. Les « agents » d'IA commencent à naviguer dans des logiciels, effectuer des recherches, produire des documents et exécuter des chaînes d'actions. Ils restent faillibles, mais la direction est claire : l'IA passe du statut d'outil qui répond à celui de système qui assiste, coordonne et parfois agit.

Huit dates pour comprendre la rupture

1950 : Alan Turing formalise la question de l'intelligence des machines.

1956 : Dartmouth consacre le terme « intelligence artificielle ».

Années 1970–1980 : essor de l'IA symbolique et des systèmes experts.

Années 1980–1990 : « hivers de l'IA » après des promesses non tenues.

2012 : AlexNet accélère la révolution de l'apprentissage profond.

2016 : AlphaGo bat Lee Sedol.

2017 : le transformeur ouvre la voie aux LLM.

2022–2026 : diffusion massive de l'IA générative, multimodale et agentique.

Une technologie générale, comme l'électricité — mais plus rapide

L'IA appartient à la famille des technologies dites « à usage général » : elle n'améliore pas seulement un produit ; elle peut transformer presque tous les secteurs. L'électricité a réorganisé l'usine, la ville et le foyer. Internet a changé les communications, le commerce et l'accès au savoir. L'IA agit directement sur les tâches cognitives : lire, classer, prédire, concevoir, dialoguer, diagnostiquer, contrôle ou décider.

Cette différence explique la vitesse de diffusion. Le World Development Report 2026 de la Banque mondiale rappelle qu'il fallut environ quatre-vingts ans à la machine à vapeur, quarante ans à l'électricité et vingt ans à Internet pour atteindre les pays à revenu plus faible. Avec l'IA générative, les pays à revenu intermédiaire représentaient déjà la moitié du trafic mondial de ChatGPT six mois après son lancement. Jamais une technologie aussi complexe ne s'était propagée aussi vite par une interface aussi simple.

Mais la diffusion d'un usage n'est pas la diffusion du pouvoir. Télécharger une application ne donne pas accès aux puces, aux centres de calcul, aux données d'entraînement, aux talents ou à la propriété intellectuelle qui la rendent possible. C'est précisément pourquoi il faut regarder la chaîne de valeur dans son ensemble.

La chaîne de valeur de l'IA.



Figure 1 — La chaîne de valeur de l'IA : six maillons et les principaux centres de pouvoir. Le raffinage constitue le verrou le plus dominé par la Chine. Le Mali rejoint le Zimbabwe parmi les producteurs africains de lithium.

Qui domine quel maillon ?

Tableau 1 — Entreprises dominantes ou structurellement importantes dans la chaîne de valeur mondiale de l'IA (situation au 1er septembre 2026).

Segment	Fonction	Acteurs structurants
Accélérateurs	Calcul pour l'entraînement et l'inférence	NVIDIA ; AMD ; Google (TPU) ; Amazon (Trainium/Inferentia) ;Huawei (Ascend)
Conception & propriété intellectuelle	Architecture et logiciels de conception	Arm ; Synopsys ; Cadence
Équipements de fabrication	Lithographie, dépôt, gravure et contrôle	ASML ; Applied Materials ; Lam Research ; KLA
Fonderies & packaging	Fabrication et assemblage avancé	TSMC ; Samsung ; Intel ; SMIC
Mémoire à haut débit	Alimentation rapide des accélérateurs	SK Hynix ; Samsung ; Micron
Serveurs & réseaux	Intégration matérielle et interconnexion	Dell ; HPE ; Supermicro ; Foxconn/Quanta ; Broadcom ; Cisco ; Arista ; NVIDIA
Cloud IA	Calcul, stockage et services à la demande	AWS ; Microsoft Azure ; Google Cloud ; Alibaba Cloud ; Oracle ;CoreWeave
Centres de données	Colocation et exploitation	Equinix ; Digital Realty/Teraco ; NTT ; Africa Data Centres ; Raxio ;PAIX
Données & annotation	Collecte, nettoyage, étiquetage et partage	Scale AI ; Appen ; Sama ; iMerit ; Common Crawl ; Hugging Face

Modèles — États-Unis/Europe	LLM, multimodal et modèles ouverts	OpenAI ; Google DeepMind ; Anthropic ; Meta ; xAI ; Mistral AI ;Cohere
Modèles — Chine	LLM, multimodal et modèles ouverts	Alibaba/Qwen ; DeepSeek ; Baidu/ERNIE ; Tencent/Hunyuan ; Zhipu/GLM ; Moonshot/Kimi
Adaptation des modèles	Affinage, compression, RAG et outils	Hugging Face ; Databricks/MosaicML ; NVIDIA ; grandes plateformes cloud
Intégration	Connexion aux données et processus	Accenture ; IBM Consulting ; Deloitte ; Capgemini ; TCS ; Palantir
Applications d'entreprise	Productivité et logiciels métiers	Microsoft ; Google ; Salesforce ; SAP ; Oracle ; ServiceNow ; Adobe ;GitHub
IA physique, robotique et autonomie	Perception, mouvement, inspection, transport et intervention	ABB ; FANUC ; Yaskawa ; KUKA ; Universal Robots ; Waymo ;Baidu/Apollo Go ; Zipline ; Intuitive Surgical
Acteurs africains émergents	Langues, voix, santé et recherche ouverte	Masakhane ; Lelapa AI ; Awarri/N-ATLAS ; Intron Health ; minoHealthAI Labs

Les pays africains apparaissent d'abord au commencement de cette chaîne. La République démocratique du Congo domine l'extraction du cobalt ; la Guinée dispose de bauxite ; l'Afrique du Sud de platinoïdes ; le Zimbabwe et désormais le Mali, avec Goulamina, s'affirment dans le lithium. Mais posséder un minerai n'équivaut pas à posséder le pouvoir qu'il crée. Celui-ci se déplace vers la transformation, la technologie, le financement et la capacité de fixer les conditions du marché. L'Afrique a trop souvent mesuré sa richesse à ce qui dort dans son sous-sol, sans mesurer suffisamment la valeur qui lui échappe après la sortie du minerai.

Le raffinage est ici le maillon décisif et le plus méconnu. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la Chine est le premier raffineur pour 19 des 20 minerais stratégiques analysés, avec une part moyenne voisine de 70 %. Sa position est quasi monopolistique pour le graphite et les terres rares ; elle est également déterminante dans le lithium et le cobalt. Le minerai peut être extrait en Afrique ou en Amérique latine : une part essentielle du pouvoir industriel se retrouve en Chine. Cette domination n'est pas née d'un hasard géologique, mais d'une politique de long terme associant investissements, infrastructures, industrie et accès aux marchés.

Viennent ensuite les puces. NVIDIA domine les accélérateurs qui entraînent les grands modèles. TSMC, à Taïwan, fabrique une part décisive des composants les plus avancés. ASML, aux Pays-Bas, fournit des machines de lithographie pratiquement irremplaçables ; Samsung et SK Hynix, en Corée du Sud, occupent des positions majeures dans la mémoire.

Quelques entreprises, installées dans quelques pays, peuvent ainsi ralentir, renchérir ou réorienter la planète numérique. L'IA prétend être universelle ; son socle industriel est, lui, extraordinairement concentré.

Le « cloud » n'abolit pas davantage la géographie. Une IA fonctionne dans un bâtiment, consomme de l'électricité, mobilise parfois beaucoup d'eau pour le refroidissement et échange des données par des câbles. AWS, Microsoft et Google dominent l'offre mondiale ; Alibaba et Huawei portent l'alternative chinoise. Pour un pays africain, un abonnement peut donner rapidement accès à une puissance de calcul considérable. Mais le contrat peut aussi installer une dépendance durable : paiements en devises, données hébergées hors du territoire, formats difficiles à transférer et compétences enfermées chez le fournisseur.

Au sommet de la chaîne se trouvent les modèles. OpenAI, Google, Anthropic et Meta aux États-Unis ; Alibaba, DeepSeek et Baidu en Chine ; Mistral AI en France figurent parmi les acteurs les plus visibles. Pourtant, la valeur ne naît pas seulement de la taille du modèle. Elle vient aussi de son adaptation à un métier, à une langue, à une culture administrative et à des données fiables. Un système excellent en anglais peut être médiocre en bambara, en wolof, en amharique ou en swahili, non parce que ces langues seraient moins aptes à la technologie, mais parce que les corpus disponibles sont insuffisants. Voilà l'un des rares endroits où un retard peut devenir un avantage : celui qui connaît le terrain, possède des données légitimes et comprend les usages peut créer une valeur que le modèle général ignore.

La conclusion est dérangeante. L'Afrique est présente au début de la chaîne par ses ressources et à la fin par ses besoins, mais elle reste faible dans les maillons qui concentrent les marges : raffinage, composants, calcul, logiciels et financement. Elle risque donc d'être indispensable sans être puissante. Toute stratégie sérieuse doit commencer par ce paradoxe.

II. États-Unis–Chine : la bataille du système complet

La rivalité entre Washington et Pékin est parfois racontée comme une course au meilleur chatbot. Elle est infiniment plus vaste. Les États-Unis contrôlent une grande partie de la conception des puces, du cloud, des logiciels et des modèles les plus puissants. Ils disposent de capitaux privés considérables, d'universités attractives et d'un écosystème capable de transformer rapidement une découverte en entreprise mondiale. Leur force vient moins d'un acteur isolé que de la cohérence d'un système.

La Chine a bâti une autre cohérence. Elle associe un marché intérieur immense, une base industrielle sans équivalent, une position dominante dans le raffinage, des plateformes numériques, des équipements de télécommunication et une volonté publique inscrite dans le temps long. Les restrictions américaines sur l'exportation des puces les plus avancées visent précisément à ralentir sa capacité de calcul. Pékin répond en accélérant ses propres technologies, en sécurisant les minerais et en proposant aux pays du Sud une offre qui combine financement, infrastructures et équipements.

Cette confrontation révèle la véritable nature de l'IA : aucun pays ne domine en ne possédant qu'un seul maillon. Les modèles ont besoin de puces ; les puces ont besoin de machines, d'énergie et de minerais ; les applications ont besoin de données, de réseaux et de marchés. La puissance appartient à ceux qui peuvent relier le système complet, supporter son coût et, en cas de crise, maintenir l'accès aux composants critiques.

Autour des deux géants, le reste du monde cherche sa place. L'Union européenne mobilise son marché et son droit pour imposer des règles fondées sur le niveau de risque. Le Japon et la Corée du Sud restent essentiels dans les composants et la robotique. L'Inde associe compétences informatiques, services numériques publics et marché intérieur. Les pays du Golfe utilisent le capital et l'énergie pour attirer des centres de données, des talents et des laboratoires. Chacun part de ses avantages réels ; aucun ne se contente d'un discours général sur l'innovation.

Les pays africains auraient tort de transformer cette rivalité en choix affectif entre l'Amérique et la Chine. Ils n'ont pas à épouser la stratégie de l'un contre l'autre ; ils ont à construire la leur. Un partenaire peut offrir du financement, un autre une infrastructure, un troisième une formation ou un modèle plus ouvert. La diversification réduit le risque d'enfermement. Mais le non-alignement numérique ne peut être un slogan : il exige des experts capables de comparer les offres, des règles communes, des marchés régionaux et des clauses contractuelles protégeant les données, la continuité du service et la possibilité de changer de fournisseur.

Le bon partenariat n'est pas celui qui livre seulement une plateforme. C'est celui qui laisse, après le contrat, des ingénieurs formés, des données réutilisables, des fournisseurs locaux et une capacité réelle de changer de technologie.

III. De l'algorithme au terrain : les usages concrets qui transforment nos vies

Les débats deviennent plus clairs lorsque l'on quitte les performances abstraites pour regarder les problèmes résolus. Un drone, un robot, un véhicule autonome ou un outil médical combinent des capteurs, des logiciels, des données et des décisions calculées. Leur utilité ne se mesure pas à l'effet produit lors d'une démonstration, mais au temps économisé, aux erreurs évitées, au coût total et à la capacité de fonctionner dans les conditions locales.

Le drone ne remplace pas la route

Au Rwanda, des drones livrent du sang et des médicaments à des établissements de santé. Certaines livraisons qui exigeaient plusieurs heures peuvent être réalisées en quelques minutes. Le progrès ne réside pas dans le spectacle de l'appareil : il réside dans le temps sauvé pour une femme victime d'une hémorragie ou pour un enfant qui attend un produit urgent. Cette précision est essentielle, car elle empêche de confondre innovation et gadget.



Figure 2 — Au Rwanda, un drone Zipline largue un colis médical sous parachute. Photo : The New Times Rwanda.

Le drone ne remplace pas les routes, les stocks, les centres de santé ni les soignants. Il complète une chaîne logistique qui doit déjà fonctionner. Sans réglementation aérienne, communication fiable, maintenance et organisation médicale, la machine ne fait que déplacer le retard. Cette leçon vaut pour presque toutes les applications de l'IA : la technologie amplifie la qualité des institutions autant qu'elle amplifie leurs faiblesses.

Le robot ne ressemble pas toujours à un humain

En avril 2025, Pékin a organisé un semi-marathon pour robots humanoïdes. Les images ont fait le tour du monde : des machines courent à côté des athlètes, tombent, sont relevées et repartent. La démonstration mesure l'équilibre, l'autonomie et la résistance des batteries. Elle met surtout en scène l'ambition d'un pays qui relie recherche, industrie et fierté nationale. La technologie devientici un récit de puissance.



Figure 3 — À Pékin, des robots humanoïdes prennent part à un semi-marathon, avril 2025. Photo officielle, via Science China.

Dans les usines, pourtant, les robots les plus utiles n'ont souvent rien d'humanoïde. Un bras articulé qui soude ou fixe une portière au même endroit, des milliers de fois, peut être moins spectaculaire, mais plus productif, moins cher et plus sûr. Environ les trois quarts des nouvelles installations industrielles se concentrent en Asie. Pour l'Afrique, l'enjeu ne consiste donc pas seulement à acheter des machines. Il concerne leur programmation, leur entretien, les capteurs, la sécurité, la fabrication de pièces et la formation du personnel.



Figure 4 — Des bras robotisés installent les portes d'un véhicule dans l'usine Volkswagen de Wolfsburg. Photo : Julian Stratenschulte/dpa.

Une usine qui automatise sans former ses salariés peut améliorer sa productivité tout en détruisant son propre vivier de compétences. C'est pourquoi la robotique pose une question sociale avant même de poser une question technique : qui bénéficie du gain de productivité, qui supporte le coût de la transition et qui finance l'apprentissage des nouveaux métiers ?

Le véhicule autonome révèle les limites du modèle importé

Waymo exploite aux États-Unis des services de taxis autonomes dans plusieurs villes ; Apollo Go, développé par Baidu, poursuit une stratégie comparable en Chine. Ces véhicules combinent caméras, radars, capteurs laser, cartes et logiciels. Ils peuvent circuler sans conducteur dans des zones précisément définies, mais restent surveillés et soumis à des règles locales strictes. Une route non cartographiée, une pluie intense, des marquages effacés ou des comportements imprévus suffisent à compliquer la tâche.

Dans beaucoup de villes africaines, l'usage réaliste ne sera probablement pas, demain matin, le taxi autonome généralisé. Il commencera plutôt par des navettes sur des campus, dans des ports, des mines ou des zones industrielles, et par des aides à la conduite qui réduisent les accidents. Copier l'application finale sans disposer des cartes, des normes, des assurances et de la maintenance reviendrait à importer la vitrine en oubliant le bâtiment.

En santé, assister le professionnel sans l'effacer

L'IA peut comparer une radiographie à de nombreux exemples, transcrire une consultation, signaler un risque ou améliorer la répartition des médicaments. Là où les spécialistes sont rares, cet appui peut accélérer le tri des patients et diffuser une expertise. Mais le danger apparaît lorsque l'outil est présenté comme un médecin infaillible. Un modèle entraîné sur une population différente peut moins bien reconnaître certains cas ; une donnée mal saisie ou une connexion défaillante peut fausser le résultat. L'IA peut élargir l'accès aux soins ; elle ne doit pas devenir une médecine au rabais réservée aux pauvres.

Ces exemples ramènent finalement à l'emploi. Deux prophéties simplistes s'affrontent : l'une annonce la disparition de presque tous les métiers ; l'autre assure que la technologie créera automatiquement davantage d'emplois qu'elle n'en détruit. L'histoire est plus rude. De nouveaux métiers apparaissent, mais pas nécessairement dans les mêmes villes, au même moment ni pour les mêmes personnes. Une caissière, un comptable débutant ou un téléconseiller ne devient pas ingénieur en données après quelques jours de formation.

L'Organisation internationale du travail estime qu'un emploi sur quatre dans le monde présente une certaine exposition à l'IA générative. La transformation des tâches est plus probable que la disparition complète du métier, mais les postes juniors et les fonctions administratives sont particulièrement vulnérables. Amazon prévoit que l'IA et les agents réduiront certains besoins administratifs ; Volkswagen a engagé une réduction socialement encadrée de plus de 35 000 postes en Allemagne d'ici à 2030, sous l'effet combiné de la concurrence, des coûts, de la transition électrique et de l'automatisation. Ces exemples montrent que la productivité est toujours une question de répartition.

IV. Les « Afriques » face au risque d'une nouvelle périphérie

Il faut encore parler des « Afriques » au pluriel. Le Maroc et l'Afrique du Sud ne partent pas du même point que le Niger ou le Malawi. Lagos, Nairobi, Kigali ou Le Cap disposent de réseaux, d'entreprises et de compétences sans commune mesure avec de vastes zones rurales. Une stratégie continentale ne peut nier ces écarts ; elle doit les transformer en complémentarités. Aucun pays africain ne peut reproduire seul la chaîne mondiale de l'IA. Plusieurs peuvent en revanche mutualiser le calcul, harmoniser les normes et se spécialiser dans des domaines où leurs réalités produisent une expertise exportable.

Le premier risque est une nouvelle dépendance extractive. Hier, le continent exportait le coton, le cacao, le cuivre ou le pétrole avant d'importer les produits transformés. Demain, il pourrait exporter à la fois les minerais qui alimentent les machines et les données qui entraînent les modèles, puis importer les décisions automatisées. Ce ne serait plus seulement une fuite de matière ; ce serait une fuite d'expérience, de langue, de comportements et de connaissance sociale. Le colonialisme des données ne nécessite ni drapeau ni administration étrangère : il suffit que la valeur quitte le territoire sans rémunération, sans droits et sans retour de compétences.

Le deuxième risque est l'enfermement technologique. Une administration peut devenir dépendante d'un fournisseur qu'elle ne sait ni auditer, ni contester, ni quitter. Le troisième est l'inégalité intérieure : les entreprises, écoles et régions déjà connectées progressent plus vite, tandis que les autres décrochent. Le quatrième est politique : la fabrication bon marché de fausses voix, images et vidéos fragilise des sociétés où l'information circule très vite et où les mécanismes de vérification restent faibles. Le cinquième est environnemental : les centres de données peuvent concurrencer d'autres usages de l'électricité et de l'eau, tandis que les équipements importés deviennent des déchets électroniques.

Pourtant, le continent ne manque pas d'atouts. Il dispose d'une jeunesse nombreuse, de marchés en croissance, de besoins immenses et de problèmes que les solutions conçues ailleurs comprennent mal. L'agriculture de précision, la santé à distance, la gestion de l'eau, les paiements, la traduction vocale, l'administration ou l'apprentissage dans les langues africaines peuvent devenir des secteurs d'innovation. Mais un besoin n'est pas encore un marché, et un marché n'est pas encore une industrie. Il faut de l'électricité fiable, de la connectivité, des clients solvables, des données de qualité, des ingénieurs, des techniciens et des institutions capables d'acheter intelligemment.

L'école, première infrastructure de souveraineté

C'est ici que l'éducation retrouve sa place centrale. L'IA ne rend pas inutiles la lecture, l'écriture et le calcul ; elle les rend plus indispensables. Sans ces fondamentaux, un élève ne peut ni formuler une bonne question, ni repérer une erreur, ni vérifier une source. Ce qui perd de sa valeur, c'est la récitation mécanique d'une réponse toute faite. Ce qui en gagne, c'est le jugement : comprendre, comparer, expliquer, coopérer et décider sous incertitude.

L'enseignant ne doit pas être effacé derrière la machine. Il est celui qui relie une réponse au programme, connaît les difficultés de l'élève, corrige le raisonnement et construit la confiance. Une expérience menée dans l'État d'Edo, au Nigeria, l'a montré : un programme périscolaire de six semaines combinant un assistant d'IA et l'accompagnement actif des enseignants a produit des progrès significatifs. La leçon n'est pas que le chatbot remplace le professeur ; elle est exactement inverse. La technologie devient utile lorsqu'elle renforce une pédagogie et une institution.



Figure 5 — Des élèves participent à un programme périscolaire assisté par IA dans l'État d'Edo, au Nigeria. Photo : SmartEdge/Banque mondiale.

L'urgence éducative dépasse l'école. Les systèmes de formation professionnelle doivent proposer des modules courts, cumulables et reconnus par les employeurs : analyse de données, maintenance de robots, cybersécurité, gestion du cloud, qualité des données ou audit d'algorithmes. Les universités doivent former des informaticiens, mais aussi des statisticiens, linguistes, juristes, médecins et sociologues capables de travailler ensemble. Les dirigeants publics eux-mêmes doivent apprendre à poser les bonnes questions : quel problème résout-on, quelles données sont utilisées, qui répond d'une erreur, combien coûtera le service dans cinq ans et peut-on changer de fournisseur ?

Le choc de l'emploi sera particulièrement sensible en Afrique. Une population jeune arrive chaque année sur le marché du travail au moment où les entreprises peuvent produire davantage avec moins de salariés. Les centres d'appels, la sous-traitance administrative et certaines activités numériques risquent d'être automatisés dans les pays qui les achetaient. Dans le même temps, le manque d'infrastructures ralentit la création des nouveaux emplois. Sans politique active, l'IA pourrait donc augmenter la productivité tout en rétrécissant les portes d'entrée vers l'emploi formel.

Trois trajectoires se dessinent à l'horizon 2035.

Dans la première, l'Afrique exporte des minerais et importe des services payés en devises ; ses données et ses talents partent.

Dans la deuxième, elle adopte les outils et améliore certains services, mais les profits et les décisions restent largement extérieurs.

Dans la troisième, des écosystèmes régionaux associent énergie, calcul, universités, entreprises et marchés publics ; ils se spécialisent, produisent des solutions exportables et négocient d'égal à égal. Cette dernière trajectoire ne demande pas l'autarcie. Elle demande une volonté.

V. Construire une voie africaine de l'IA .

La première erreur serait de croire qu'une stratégie d'IA commence par l'achat d'un grand modèle ou par l'annonce d'un « ChatGPT national ». Elle commence souvent par quelque chose de moins spectaculaire : un poste électrique, une fibre, un réseau mobile abordable, une école qui fonctionne et une administration capable de tenir un contrat. Sans ce socle, les projets prestigieux deviennent des îlots coûteux, inaugurés avec éclat puis sous-utilisés.

La deuxième exigence est régionale. Chaque État n'a pas besoin de construire son propre centre de données géant ni d'entraîner son propre modèle généraliste. Des pays et des universités peuvent acheter ensemble des capacités de calcul, partager des centres de recherche et établir des règles d'accès transparentes pour les jeunes entreprises. Les communautés économiques régionales doivent devenir des espaces de souveraineté pratique : marchés plus larges, normes compatibles, circulation des compétences et pouvoir de négociation renforcé.

La troisième exigence concerne les données. Numériser les archives, recueillir des voix et des textes dans les langues africaines, constituer des jeux de données de santé, d'agriculture ou de climat correctement anonymisés n'est pas un travail secondaire : c'est construire une infrastructure. Les communautés doivent connaître les usages, les bénéfices et les règles de retrait. Des licences claires peuvent permettre aux entreprises locales d'innover sans privatiser un patrimoine collectif.

La quatrième exigence est la formation à grande échelle. Elle doit relier l'école, la formation professionnelle, l'université et la reconversion des adultes. Le nombre de conférences sur l'IA importe moins que le nombre de personnes réellement capables d'utiliser, de réparer, d'évaluer ou de contester un système. Les femmes, les zones rurales, les techniciens, les artisans et les petites entreprises doivent être explicitement inclus. Une révolution qui n'élargit les capacités que d'une minorité urbaine ne réduit pas les inégalités : elle les automatise.

La cinquième exigence est d'utiliser le marché public comme un instrument industriel. Un ministère ne devrait pas acheter une promesse générale d'« intelligence », mais un résultat vérifiable : réduire un délai, améliorer un diagnostic, limiter une fraude, prévenir une panne ou augmenter un rendement. Les projets doivent être testés à petite échelle, évalués avec les agents et les usagers, puis élargis seulement lorsqu'ils fonctionnent. Les contrats doivent garantir la sécurité, la portabilité des données, la continuité du service et la réversibilité.

Enfin, l'Afrique doit négocier les transferts avec la même précision que les prix. Un accord minier, numérique ou éducatif doit comporter des objectifs mesurables : ingénieurs formés, sous-traitants locaux qualifiés, centres de maintenance, chercheurs financés, logiciels partagés et part de valeur conservée localement. La souveraineté n'est pas le refus du partenaire étranger ; c'est la capacité de ne pas rester identique après son départ.

Le véritable enjeu n'est pas de posséder un symbole technologique. Il est de transformer les ressources, les données et les besoins africains en compétences, en infrastructures et en entreprises capables de créer durablement de la valeur.

Conclusion — Refuser d'être la périphérie intelligente du monde

L'intelligence artificielle n'annonce ni un salut automatique ni une catastrophe certaine. Elle redistribue des tâches, des profits et du pouvoir. Les États-Unis et la Chine l'ont compris : ils ne se battent pas seulement pour produire de meilleurs logiciels, mais pour contrôler le système qui organisera une part croissante de l'économie mondiale. L'Europe cherche à imposer ses normes ; l'Inde, le Japon, la Corée et les pays du Golfe mobilisent leurs propres avantages. Personne n'attend que l'avenir décide à sa place.

Les Afriques n'ont pas le luxe de l'attentisme. Elles possèdent des minerais stratégiques, une jeunesse nombreuse, des marchés en croissance et des besoins capables de faire naître des innovations utiles au monde. Mais ces atouts ne produiront de souveraineté que s'ils sont transformés en capacités. L'histoire du continent est riche de ressources dont la valeur a été captée ailleurs. L'IA ne doit pas ajouter les données et l'intelligence sociale à cette longue liste de richesses exportées sans transformation.

L'urgence n'est donc pas de courir derrière chaque annonce venue de Californie ou de Shenzhen. Elle est de créer des institutions capables d'apprendre, de choisir, de négocier et de corriger. Elle est de décider ce qui doit être mutualisé, ce qui doit être protégé, ce qui peut être importé et ce qui doit impérativement être maîtrisé. Un drone, un robot ou un modèle n'est qu'un instrument. Le véritable projet est une société capable d'en décider l'usage et de partager les gains sans abandonner ceux dont le métier change.

Dans la révolution qui commence, le plus grand danger pour l'Afrique n'est pas de manquer le prochain chatbot. Il est de devenir la périphérie intelligente d'un monde pensé, calculé et gouverné ailleurs. Le choix reste ouvert : subir une dépendance de plus, ou entrer enfin dans la chaîne de valeur comme un acteur qui compte.

Dr. Hamed Sow : expert international

Formation

Diplômé de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires de Saclay (France)
Docteur en économie de la production – Université Paris IX-Dauphine (France) – Mention Très Bien

Fonctions exercées :

Directeur Général du CDE (Centre de Développement de l'Entreprise - Bruxelles), institution chargée de la promotion du secteur privé dans les 77 pays, dans le cadre de la Convention de Cotonou.

Assistant technique principal du Projet Énergie de la Banque Mondiale au Niger
Expert détaché auprès de la Commission européenne (DG VIII) chargé de la Coopération énergétique avec l'Asie et l'Amérique Latine,
Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali
Conseiller Spécial du Président de la République du Mali en charge de l'économie, des finances et de l'investissement.

-Alpha Amadou Hampaté Ba dit Ben

Ibrahim Alassane Maïga né le 19 janvier 1980 à Niafunké, dans la région de Tombouctou. Conseillers des Affaires Étrangères, est le directeur du Protocole de la République du Mali au Palais de Koulouba. Il s'est imposé comme une figure incontournable et respectée au cœur de la diplomatie et de la gestion de l'État malien

Il possède une solide formation de juriste. Ses compétences en droit lui permettent d'apporter un éclairage technique rigoureux sur divers dossiers stratégiques.

Nommé à ce poste il a réussi à maintenir ses fonctions de Directeur du Protocole de la République avec courage dévotion et rigueur et engagement sans évoquer le professionnalisme sans équivoque.

Il est devenu un membre de confiance du premier cercle restreint du président de la transition, Outre ses strictes fonctions protocolaires lors des cérémonies officielles et des déplacements présidentiels, il est régulièrement consulté sur des questions juridiques par le chef de l'État.

Au sein du Palais de Koulouba, il est particulièrement salué par ses pairs pour sa grande discrétion, son dévouement à la tâche et sa maîtrise des codes diplomatiques et des conventions internationales.

En reconnaissance de ses services loyaux et de son efficacité à la tête du protocole d'État, il a été élevé en septembre 2023 au grade de Commandeur de l'Ordre national du Mali.



- Awa Sylla

Bonjour ici.

Ceux qui ont gardé même numéro de téléphone depuis 20 ans venez vous signaler.

- L'ESSOR

#Mali : Statut des villages, fractions et quartiers : Une architecture administrative conforme à nos coutumes et traditions

Les villages, fractions et quartiers sont les entités administratives de base en République du Mali. Les modalités de création et de gestion de ces entités sont déterminées par la Loi n°06-023 du 28 juin 2006, modifiée, relative à la création et à l'administration des villages, fractions et quartiers et ses textes d'application.



- UNICEF Mali

À Massablacoura, dans le sud du Mali, les parents et le personnel des centres de développement de la petite enfance montrent ce qu'est l'engagement communautaire.

Au cours de sa visite, le représentant de l'UNICEF, Mohammad Fayyazi, a rencontré des familles et des éducatrices qui ont engagé leurs propres ressources pour compléter les financements reçus et agrandir les espaces d'apprentissage afin de mieux répondre aux besoins des enfants. Leur impact montre que l'éducation est le meilleur investissement qu'une communauté puisse faire.



- KOUMA Média

FOOTBALL – LIGUE DE BAMAKO

Le nouveau bureau de la Ligue de Football de Bamako à la rencontre de la FEMAFOOT

Le nouveau bureau de la Ligue de Football de Bamako, dirigé par son président Abdallah Abdoulaye Baby, a effectué une visite à la Fédération Malienne de Football (FEMAFOOT).

La délégation de la Ligue a été reçue par Mahazou dit Baba Cissé, à l'occasion d'une rencontre placée sous le signe du dialogue et de la collaboration.

Au cours des échanges, le nouveau bureau a présenté ses projets, ses ambitions et sa vision pour le développement du football dans le District de Bamako.

Cette rencontre marque une volonté de renforcer la collaboration entre la Ligue de Football de Bamako et la Fédération Malienne de Football, au service du football malien.

Retour en images sur cette rencontre.

Média Proche MALI

La passion d'abord.



- Yeah Samake

La sécurité économique est une composante essentielle de la sécurité nationale. Un peuple qui travaille, qui mange à sa faim, qui éduque ses enfants et qui entrevoit un avenir meilleur est moins vulnérable à la violence, à l'extrémisme et aux conflits.

La paix durable ne se construit donc pas seulement avec des armes. Elle se construit aussi avec des emplois, des écoles, de l'eau, de l'énergie et des opportunités.



- infosport

Diakaridia Camara · ·

Un.grand monsieur Ivoirien sera célébré aujourd'hui à Paris aux AFRICA NEXT AWARDS...

À l'honneur des personnalités dont les parcours dépassent la simple réussite individuelle. Il se nome Karim Ouattara issue du monde de ladministration et du sporr. Nous lui adressons toutes nos felicitations



- Miniankakai Sogoba

COOPÉRATION MALI-CHINE : VERS UN PARTENARIAT ÉCONOMIQUE RENFORCÉ

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane DIALLO, a reçu ce mercredi 02 septembre 2026 le nouvel Ambassadeur du Mali en Chine, S.E. Mamadou Sory DEMBÉLÉ.

Au cœur des échanges :

Le renforcement des unités industrielles (SUKALA, NSUKALA)

La modernisation de l'UMPP (secteur pharmaceutique)

Le développement du textile et les transferts de technologies

La concrétisation de la politique chinoise du « zéro taxe » pour booster la production nationale

L'objectif reste clair : faire du Mali un pays de pro-

duction et d'investissement majeur !

#Mali #Chine #Bamada #CooperationMaliChine #IndustrieMali #CommerceMali #MaliKemew #Bamako #ActualiteMali #Mali2026Redacteur Miniankakai Sogoba l enfant de AES panafricaniste.



- BT Traore

À Niamey, les forces de défense et de sécurité ont saisi un important arsenal après la neutralisation du mouvement d'humeur à la base 101. Le matériel récupéré comprend notamment 34 pick-ups armés, des blindés, 382 fusils AK-47, des lance-roquettes, des mitrailleuses, des armes lourdes, des munitions et des moyens de communication. Selon la télévision nationale nigérienne, cet arsenal représentait une menace sérieuse pour la capitale. #Niger



- Ramata Sissoko Cisse

Ce qui fait mal, quand mon neveu me demande si réellement l'eau du Maouloud pouvait guérir sa maladie

Je dis, Non. La formule de l'eau c'est H2O.... Deux hydrogènes et un Oxygène

Bonne nuit Love dron

RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Économie verte : Yeah Samaké porte la voix de l'Afrique au Swiss Green Economy Symposium 2026



Winterthour — L'ambassadeur Yeah Samaké, Directeur exécutif d'Empower Mali, a pris part au Swiss Green Economy Symposium 2026, organisé à Winterthour, en Suisse. À cette occasion, il a plaidé pour une participation plus active de l'Afrique à la construction d'une économie mondiale durable, inclusive et fondée sur des partenariats responsables.

Empower Mali, organisation membre de Co-Willing International, était représentée à ce rendez-vous aux côtés de Susi Gubler, Présidente de Co-Willing International, et de Sebi Salim, Fondateur et Directeur général de Tenakata.

Dans sa tribune, Yeah Samaké a insisté sur la nécessité de dépasser une conception de l'Afrique réduite au statut de simple bénéficiaire de l'aide internationale. Selon lui, le continent doit désormais être considéré comme un acteur à part entière de la transition verte, capable de concevoir, financer et porter ses propres solutions.

« L'Afrique ne doit pas participer à l'économie verte comme simple bénéficiaire, mais comme co-conceptrice, co-investisseuse et copropriétaire de solutions durables », a-t-il souligné.

Le Directeur exécutif d'Empower Mali estime que le développement durable ne pourra produire des résultats durables que s'il repose sur trois principes essentiels : des partenariats responsables, des mécanismes de financement inclusifs et une forte appropriation locale des projets.

Cette approche rejoint la philosophie défendue par Empower Mali, qui met l'accent sur le développement communautaire, l'autonomisation des populations et la recherche de solutions adaptées aux réalités locales.

Pour Yeah Samaké, les rencontres internationales comme le Swiss Green Economy Symposium doivent surtout déboucher sur des projets concrets et mesurables.



Au-delà des échanges institutionnels, l'objectif est donc de transformer les discussions en partenariats capables d'améliorer durablement les conditions de vie des communautés.

La participation d'Empower Mali à cette rencontre internationale traduit également sa volonté d'inscrire les expériences africaines dans les grands débats mondiaux sur l'économie verte, le financement du développement et la responsabilité environnementale.

Arouna Sissoko

Coopération Mali–États-Unis : 11 jeunes Maliens de retour du programme YES



L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Mali, Rachna S. Korhonen, a accueilli et félicité 11 jeunes Maliens récemment revenus des États-Unis après avoir participé au programme Kennedy-Lugar Youth Exchange and Study (YES).

Durant une année académique, ces élèves maliens ont vécu au sein de familles d'accueil américaines et fréquenté des lycées aux États-Unis. Une immersion qui leur a permis non seulement d'améliorer leur maîtrise de l'anglais, mais aussi de renforcer leurs capacités en leadership, leur autonomie et leur maturité.

Au-delà de l'apprentissage scolaire, cette expérience leur a offert une connaissance directe de la société américaine, de son fonctionnement et de certaines de ses valeurs civiques et communautaires. À leur retour au Mali, ces jeunes sont appelés à devenir de véritables relais du rapprochement entre les deux pays.

Pour l'Ambassade des États-Unis, leur expérience peut contribuer à consolider les relations humaines entre Maliens et Américains, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Lancé au Mali en 2007, le programme YES a déjà permis à près de 210 jeunes Maliens de séjourner aux États-Unis. Au fil des années, ces anciens participants ont constitué un réseau d'alumni susceptible de jouer un rôle important dans le développement de projets et d'initiatives favorisant les échanges entre les deux sociétés.

Le programme repose ainsi sur une conception de la diplomatie qui dépasse les relations institutionnelles entre gouvernements. Il mise sur les contacts humains, la jeunesse et l'éducation pour construire des liens durables.

Avec cette nouvelle promotion de 11 participants, la coopération éducative entre le Mali et les États-Unis continue donc de former une génération de jeunes capables de servir de passerelles entre les cultures.

Le retour de ces élèves marque désormais une nouvelle étape : celle de la mise en pratique, au Mali, des compétences et expériences acquises pendant leur séjour américain.

Fatou Sissoko

Sénégal : L'Assemblée nationale donne son feu vert à deux propositions de loi



Le Bureau de l'Assemblée nationale du Sénégal a franchi une nouvelle étape dans le processus législatif en déclarant recevables deux propositions de loi portant sur l'encadrement des fonds spéciaux et la santé en milieu carcéral. La décision a été prise lors d'une séance tenue le mercredi 2 septembre 2026.

La première proposition est de nature organique. Elle vise à modifier la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Selon le communiqué de l'Assemblée nationale, cette initiative concerne spécifiquement l'encadrement des fonds spéciaux.

Cette question revêt une importance particulière dans la gestion des finances publiques. Un éventuel renforcement du cadre juridique pourrait permettre de mieux préciser les conditions d'utilisation de ces ressources, tout en conciliant les impératifs de confidentialité liés à certaines dépenses de l'État avec les exigences de bonne gouvernance et de responsabilité dans la gestion des deniers publics.

La deuxième proposition de loi concerne la santé en milieu carcéral. Elle place ainsi au cœur du débat parlementaire les conditions de prise en charge sanitaire des personnes détenues. L'accès aux soins, la prévention des maladies et, plus largement, l'amélioration des conditions sanitaires dans les établissements pénitentiaires constituent des enjeux importants pour le respect de la dignité des détenus et le fonctionnement du système carcéral.

La validation de leur recevabilité par le Bureau ne signifie toutefois pas encore l'adoption de ces deux textes. Elle permet la poursuite de la procédure législative.

Conformément à l'article 69 du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale, le président de la République sera désormais saisi pour avis avant les prochaines étapes de leur examen.

Ces deux initiatives ouvrent ainsi deux chantiers distincts mais importants pour les pouvoirs publics sénégalais : d'un côté, la gouvernance et l'encadrement des finances publiques et, de l'autre, la protection de la santé et de la dignité des personnes privées de liberté.

Arouna Sidibé

Bourses Chevening 2026-2027 : Trois Maliens s'envolent pour des universités britanniques

Trois jeunes Maliens ont été sélectionnés comme lauréats de la prestigieuse bourse Chevening du gouvernement britannique pour l'année académique 2026-2027. Il s'agit de Badra Aliou Doumbia, Aramatou Dembélé et Hassimi Guindo, qui poursuivront prochainement leurs études supérieures au Royaume-Uni.

Avant leur départ, les trois bénéficiaires ont été accueillis à l'Ambassade du Royaume-Uni à Bamako à l'occasion d'une session d'orientation destinée à préparer leur nouvelle aventure académique. Ils ont notamment rencontré Laura Grant, Deputy Head of Mission, avec laquelle ils ont échangé sur les différentes étapes de leur séjour.

Dès le mois de septembre, les trois boursiers rejoindront des universités britanniques de premier plan pour suivre des formations de niveau master dans leurs domaines respectifs.

Financée par le gouvernement britannique, la bourse Chevening permet à des étudiants et professionnels sélectionnés de poursuivre des études supérieures au Royaume-Uni. Au-delà de la formation universitaire, le programme favorise le développement du leadership, la constitution de réseaux professionnels et les échanges entre les bénéficiaires venus de différents pays.

La rencontre organisée à Bamako a ainsi permis d'aborder les conditions de leur installation au Royaume-Uni, leur future expérience académique ainsi que les opportunités offertes par le réseau international des anciens bénéficiaires de Chevening.

Pour ces trois Maliens, cette sélection représente à la fois une opportunité de perfectionnement aca-

démique et une ouverture sur un vaste réseau international.

Elle illustre également l'importance de la coopération éducative dans les relations entre le Mali et le Royaume-Uni. À travers la formation de jeunes cadres et professionnels, les programmes de bourses contribuent au développement des compétences susceptibles d'être mobilisées au service du pays.

L'Ambassade britannique à Bamako a félicité Badra Aliou Doumbia, Aramatou Dembélé et Hassimi Guindo, tout en leur souhaitant plein succès dans cette nouvelle étape.

Le défi pour les trois lauréats sera désormais de tirer pleinement profit de cette expérience britannique et, à terme, de mettre les connaissances et les réseaux acquis au service du développement du Mali.

Yacouba Ongoiba



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Justice militaire au Mali : Plusieurs condamnations prononcées pour désertion, escroquerie et violation de consignes



Le Tribunal militaire de Bamako a tenu, mardi 1er septembre 2026, son audience correctionnelle ordinaire à son siège de Dar Salam. Quatre affaires impliquant six prévenus militaires et un civil étaient inscrites au rôle, avec des accusations allant de l'escroquerie et l'abus de confiance à la désertion, en passant par la complicité d'évasion et la violation de consignes générales militaires.

L'audience était présidée par le magistrat Assama Dolo, président du Tribunal militaire de Bamako, assisté des autres membres de la formation de jugement.

Le premier dossier concernait le sergent-chef de police Bourama Coulibaly, en service au commissariat de Kéniéba. Il comparaissait pour abus de confiance, escroquerie, fausses promesses et violation de consignes générales militaires.

Après les débats, le Tribunal l'a reconnu coupable et condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis, assortis d'une amende de 500 000 FCFA. Il devra également payer plus de 18 millions de FCFA, auxquels s'ajoutent 3 millions de FCFA de dommages-intérêts.

Le deuxième dossier portait sur le

cas du soldat de 1re classe Adama Traoré, poursuivi pour désertion à l'intérieur et violation de consignes générales militaires. Selon les faits exposés devant la juridiction, le militaire avait bénéficié d'une permission de quinze jours, mais n'aurait pas regagné son unité à son expiration. Son absence se serait prolongée de septembre 2025 à mai 2026.

Le prévenu ayant reconnu les faits, le Tribunal l'a déclaré coupable et lui a infligé deux ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis.

La troisième affaire concernait l'adjudant-chef Diéka dit Youssouf Diabaté, de la Gendarmerie nationale. Poursuivi pour complicité d'évasion et violation de consignes générales militaires, il a également reconnu les faits. Il a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis.

Le quatrième dossier inscrit au rôle n'a, en revanche, pas été jugé. Son examen a été renvoyé au 8 septembre 2026.

Au-delà des condamnations prononcées, cette audience a été l'occasion pour le parquet militaire de rappeler les obligations particulières qui pèsent sur les membres des forces armées et de sécurité.

À l'issue des travaux, le capitaine Alou Synayoko, substitut du procureur de la République près le Tribunal militaire de Bamako, a insisté sur la nécessité de concilier l'exercice du métier des armes avec le strict respect des lois et règlements.

« Le métier des armes est un métier très noble qui demande beaucoup de rigueur », a-t-il déclaré.



Le magistrat a également mis l'accent sur la sensibilisation des personnels militaires au respect des droits de l'Homme ainsi qu'à la connaissance du Code pénal militaire et du Code de procédure pénale.

Dans un contexte où les Forces armées maliennes sont fortement sollicitées sur plusieurs théâtres d'opérations, le fonctionnement régulier de la justice militaire revêt une importance particulière. La discipline constitue en effet l'un des fondements de l'institution militaire, mais elle doit elle-même s'exercer dans le cadre de la loi et des garanties judiciaires.

À travers ces audiences, la justice militaire entend ainsi sanctionner les manquements individuels tout en contribuant au renforcement de la discipline, de la responsabilité et de l'éthique au sein des forces de défense et de sécurité.

Karamoko B Keita

DDR-I à Kidal : 37 ex-combattants intègrent les FAMa après six mois de formation



Trente-sept ex-combattants, principalement originaires de la région de Kidal et issus du processus de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Intégration (DDR-I), ont officiellement rejoint les rangs des Forces armées maliennes (FAMa). Leur cérémonie de sortie s'est déroulée le mercredi 2 septembre 2026 au camp d'Anefif, sous l'autorité du commandement de la 7e Région militaire.

Devant leurs responsables militaires, les nouveaux incorporés ont prêté serment de servir et de défendre le Mali avec loyauté, fidélité et dévouement, jusqu'au sacrifice suprême. Une étape hautement symbolique pour des hommes qui passent du statut d'ex-combattants à celui de soldats placés sous l'autorité de l'État.

Portée par le ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, cette initiative s'inscrit dans le processus de réintégration des anciens combattants au sein des Forces de défense et de sécurité. Elle vise à contribuer simultanément à la consolidation de la paix, au renforcement de la cohésion nationale et à la défense de l'intégrité territoriale.

Avant leur incorporation, les 37 recrues ont suivi six mois de formation au Centre d'Instruction Mixte de Kidal.

Selon le commandant Aboubacar Maïga, Directeur du Centre, l'objectif était notamment d'amener les recrues à apprendre et à s'entraîner ensemble, à développer l'esprit de camaraderie et à maîtriser professionnellement le maniement des armes.

« L'objectif a été atteint », a-t-il affirmé, saluant l'engagement des stagiaires ainsi que la discipline observée pendant leur parcours.

Le sergent-chef Adama Drissa Dembélé, instructeur au Centre, a précisé que la formation avait porté sur plusieurs disciplines indispensables au métier militaire : tactique, Règlement du service dans les Armées, instruction du soldat, éducation physique et sportive, entre autres.

Au-delà de l'apprentissage technique, l'enjeu consiste également à intégrer ces anciens combattants dans une même chaîne de commandement et à leur transmettre les règles, les valeurs et les exigences de l'institution militaire.

Au nom de ses camarades, le soldat de 2e classe Mohamed Ag Alassane a réaffirmé leur détermination à servir sous le drapeau national et à défendre la Patrie avec loyauté, discipline et abnégation.

de Kidal, longtemps marquée par les rébellions, les affrontements armés et les crises successives entre l'État et différents mouvements du Nord.

Le DDR-I repose précisément sur l'idée que le désarmement ne peut produire une paix durable sans offrir des perspectives de réinsertion aux anciens combattants. Leur intégration dans les forces régulières constitue l'une des voies envisagées pour transformer des trajectoires de confrontation en engagement au service de l'État.

soldats, du respect d'une chaîne de commandement unique et de leur capacité à servir au-delà des appartenances communautaires ou des engagements antérieurs.

Avec cette promotion de 37 soldats, les autorités entendent ainsi faire de la réintégration un instrument de reconstruction de l'unité nationale. À Anefif, le serment prononcé sous le drapeau malien marque symboliquement le passage des anciens combattants vers une nouvelle responsabilité : celle de défendre désormais, au sein des FAMa, la Patrie qu'ils se sont engagés à servir.



Le soldat de 2e classe Sani Ag Antihidene s'est particulièrement distingué en terminant major de la promotion avec une moyenne de 16,92.

Cette incorporation revêt une dimension particulière dans la région

Le défi commence toutefois après la formation. La réussite du processus dépendra notamment de l'intégration effective des nouveaux

Karamoko B Keita

Formation professionnelle au Mali : Les directeurs des CFP à l'école de la Gestion Axée sur les Résultats



Le ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle veut renforcer la gouvernance des Centres de Formation Professionnelle (CFP) publics et rapprocher davantage leurs programmes des besoins réels du marché du travail. C'est dans cette perspective qu'un atelier de formation consacré à la gestion et à la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) s'est ouvert, mardi 1er septembre 2026, au CFP de Sénou.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Drissa Guindo, Secrétaire général du département, représentant la ministre Oumou Sall Seck.

Pendant cinq jours, directeurs et gestionnaires des CFP publics du Mali seront outillés sur plusieurs dimensions essentielles au bon fonctionnement de leurs établissements. La formation porte notamment sur la gouvernance, la gestion stratégique, pédagogique, administrative et financière ainsi que sur les principes et outils de la Gestion Axée sur les Résultats.

Pour le ministère, les responsabilités d'un directeur de centre de formation ne peuvent désormais plus se limiter à l'administration quotidienne de son établissement.

« Le directeur doit être un manager, un gestionnaire, un leader pédagogique et un acteur capable de développer des partenariats avec les entreprises et les collectivités », a souligné Drissa Guindo.

La session répond aux recommandations du Plan de Renforcement des Capacités ainsi qu'aux conclusions du diagnostic institutionnel du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA).

L'objectif est donc d'améliorer durablement les méthodes de gestion des centres tout en instaurant une véritable culture du résultat. À l'issue de l'atelier, chaque établissement devra élaborer un plan d'action concret comprenant des objectifs précis, des indicateurs permettant d'en mesurer la réalisation et un mécanisme de suivi assuré par la Direction Nationale de la Formation Professionnelle (DNFP).

Mais l'un des principaux défis reste l'adéquation entre les formations proposées et les compétences recherchées par les employeurs.

Sur cette question, le Secrétaire général a appelé à renforcer les relations entre les établissements de formation et le secteur productif.

« Nous devons également renforcer les passerelles entre les centres de formation et le monde du travail, en associant davantage les entreprises à la définition des programmes, à l'apprentissage, à l'accueil des stagiaires et à l'évaluation des compétences », a-t-il expliqué.

Pour Drissa Guindo, cette collaboration constitue une condition essentielle pour réduire les écarts entre les qualifications acquises par les apprenants et les besoins de l'économie malienne.

Dans un contexte marqué par le chômage et le sous-emploi des jeunes, la formation professionnelle constitue en effet un levier important d'insertion économique. Encore faut-il que les compétences enseignées correspondent aux métiers disponibles et aux transformations du marché du travail.

Les participants ont ainsi été invités à ne pas considérer les cinq jours de travaux comme une simple formation supplémentaire, mais comme une occasion de transformer durablement leurs pratiques professionnelles.



L'atelier est organisé par le ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, à travers la DNFP et le FAFPA, en partenariat avec le programme Skills-Mali de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le projet PartiCIP.

À terme, l'ambition affichée est de disposer de centres publics mieux administrés, davantage tournés vers la performance et capables de former des jeunes dont les compétences répondent effectivement aux attentes des entreprises et aux besoins de développement du Mali.

Moussa Diarra

Mali-Chine : Bamako veut transformer le partenariat diplomatique en moteur d'industrialisation



Le Mali entend donner une dimension davantage économique et industrielle à son partenariat avec la Chine. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a reçu, mercredi 2 septembre 2026, le nouvel ambassadeur du Mali en Chine, S.E. Mamadou Sory Dembélé, pour examiner les principales priorités économiques que la diplomatie malienne devra porter auprès de Pékin.

La rencontre s'est déroulée en présence du Chef de Cabinet du ministère, des Directeurs généraux en charge du Commerce, du Directeur général de l'API-Mali ainsi que du Secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM).

Dans son propos introductif, Moussa Alassane Diallo a rappelé le caractère à la fois stratégique et amical des relations entre le Mali et la Chine. Une coopération ancienne qui s'exprime aujourd'hui dans plusieurs secteurs et que Bamako souhaite davantage orienter vers la production, l'investissement et le transfert de technologies.

Sur le volet industriel, le ministre a notamment évoqué les unités sucrières de SUKALA et NSUKALA. Ces infrastructures illustrent la présence chinoise dans le tissu industriel malien, même si d'importants défis restent à relever pour renforcer les capacités nationales de production.

La coopération pharmaceutique figure également parmi les dossiers prioritaires. Le ministre a fait état de discussions avancées avec la partie chinoise autour de la modernisation de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) et de la diversification de ses activités.

Dans un contexte où la question de l'accès aux médicaments et de la réduction de la dépendance aux importations demeure stratégique, la relance et la modernisation de l'UMPP pourraient constituer un enjeu majeur pour le développement d'une véritable industrie pharmaceutique nationale.

Le textile a également occupé une place importante dans les échanges. Pour un pays producteur de coton comme le Mali, l'enjeu consiste notamment à développer davantage la transformation locale des matières premières afin de créer de la valeur ajoutée et des emplois sur le territoire national.

Dans cette perspective, Moussa Alassane Diallo a mis l'accent sur les transferts de technologies et de compétences. L'ambition affichée est de dépasser une coopération reposant essentiellement sur les échanges commerciaux pour favoriser l'installation d'unités de production et le renforcement du savoir-faire malien.

Autre dossier évoqué : la concrétisation au Mali de la politique chinoise dite de « zéro taxe », accordée à certains pays africains. Pour le ministre, les avantages commerciaux qui pourraient en découler doivent être transformés en opportunités réelles pour les entreprises et les produits maliens.

Il s'agit notamment de permettre au secteur privé national d'identifier les produits susceptibles d'accéder au marché chinois, d'améliorer leur compétitivité et de mieux exploiter les possibilités offertes par cet immense débouché.

La rencontre avec le nouvel ambassadeur apparaît ainsi comme une feuille de route économique pour la mission diplomatique malienne en Chine. Au-delà des relations politiques traditionnelles entre Bamako et Pékin, les autorités veulent désormais placer l'investissement productif au centre de leur coopération.



Le mot d'ordre formulé par le ministre résume cette orientation : « Le Mali doit être un pays de production et d'investissement. »

Pour Mamadou Sory Dembélé, le défi sera donc de faire de la diplomatie malienne en Chine un véritable instrument de prospection économique, de mobilisation des investisseurs et de recherche de partenariats industriels capables de soutenir la transformation structurelle de l'économie nationale.

Mohamed N'Diaye

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

« L'Âme des Signes » : Abdoulaye Konaté expose les blessures du monde au Musée national du Mali



Le Musée national du Mali accueille, depuis le mardi 1er septembre 2026, « L'Âme des Signes », une exposition monographique consacrée à l'artiste plasticien malien Abdoulaye Konaté. Ouverte jusqu'au 30 septembre, elle offre au public une immersion dans un univers où couleurs, textiles et symboles deviennent des instruments de lecture des grandes préoccupations contemporaines.

L'exposition réunit 37 œuvres, sélectionnées parmi près d'une cinquantaine de pièces. À travers ses compositions textiles, Abdoulaye Konaté poursuit une démarche artistique fondée sur la puissance de la couleur et du signe, mais également sur la mémoire et le questionnement des sociétés.

« L'Âme des Signes » ne se limite ainsi pas à une recherche esthétique. Les œuvres présentées abordent des sujets profondément humains et parfois douloureux. L'artiste interroge notamment la souffrance, la peine de mort, la situation entre la Palestine et Israël, mais aussi les crises qui traversent le Mali et la progression du djihadisme en Afrique.

Par ce choix thématique, Abdoulaye Konaté place l'art au cœur des débats de son époque. Le textile devient chez lui un langage permettant d'exprimer aussi bien les blessures des peuples que les tensions politiques, les violences et les interrogations sur l'avenir.

Présent au vernissage, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, a salué la contribution de l'artiste au rayonnement de la culture malienne. Il a également inscrit cette exposition dans une dynamique de souveraineté culturelle, fondée sur la valorisation des créateurs et du patrimoine national.

Figure majeure des arts plastiques maliens, Abdoulaye Konaté démontre ainsi que l'art peut être à la fois un espace de beauté, de mémoire et d'interpellation.

Jusqu'au 30 septembre, le Musée national devient donc le lieu d'un dialogue entre création artistique et réalités du monde. Avec « L'Âme des Signes », les couleurs ne servent pas seulement à être contemplées : elles racontent, interrogent et témoignent.

Fatou Sissoko

Culture et savoir : Le Pr Sidy Lamine Bagayoko nous plonge dans la « quête anthropologique de Boubacar Sidibé »



À travers cet ouvrage, le chercheur met en lumière un parcours cinématographique et une démarche de connaissance de l'homme et de la société. Une publication qui résonne avec les ambitions de l'année 2026-2027, décrétée année de l'Éducation et de la Culture.

Et si la meilleure manière de préparer l'avenir était aussi de revisiter la mémoire de ceux qui ont consacré leur vie à comprendre la société ? C'est tout l'enjeu de La quête anthropologique de Boubacar Sidibé, ouvrage du Pr Sidy Lamine Bagayoko, qui vient enrichir la réflexion sur l'anthropologie, la culture et la transmission des savoirs au Mali.

Dans cet ouvrage, le professeur s'intéresse au parcours et à la démarche de Boubacar Sidibé qui s'apparentent à une démarche quasiment anthropologique, en mettant en relief une quête intellectuelle centrée sur l'homme, ses pratiques, son environnement social et les transformations de sa société. Loin d'être un simple récit biographique, le livre entend replacer cette trajectoire dans une réflexion plus large sur la connaissance de la société malienne. Il pose notamment la question de la place de la recherche dans la compréhension des mutations sociales et de la nécessité de préserver les savoirs produits par les générations précédentes.

Comprendre l'homme pour comprendre la société !

L'anthropologie occupe une place particulière dans cette démarche. En s'intéressant aux pratiques sociales, aux représentations, aux valeurs et aux modes de vie, elle permet de mieux comprendre les mécanismes qui structurent les sociétés. C'est dans cette perspective que le Pr Sidy Lamine Bagayoko revisite la « quête » de Boubacar Sidibé. « La quête anthropologique est d'abord une quête de compréhension de l'homme dans son environnement, dans sa culture et dans ses rapports avec les autres. Elle permet de regarder notre société avec attention, mais aussi avec le souci de préserver ce qui constitue sa mémoire », souligne le Pr Bagayoko.

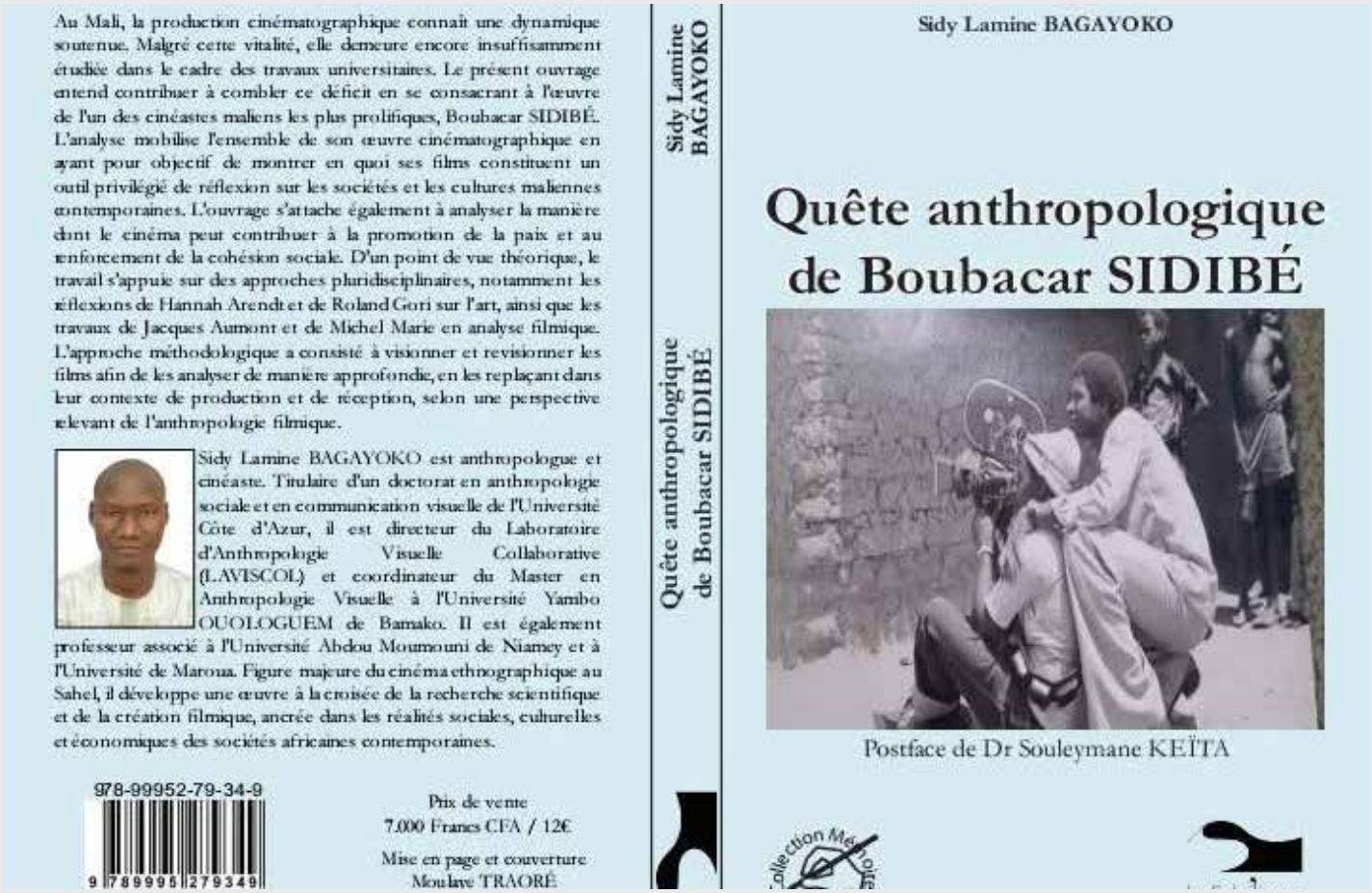
Cette approche donne au livre une portée qui dépasse le cercle universitaire. En plus des enseignants, des chercheurs et des étudiants, elle concerne aussi les acteurs culturels et tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de la société malienne.

La mémoire intellectuelle au cœur du débat !

Au Mali, la question de la transmission de la mémoire culturelle et intellectuelle demeure un enjeu majeur. Les traditions orales, les pratiques sociales, les savoir-faire et les productions scientifiques constituent un patrimoine qu'il appartient aux générations successives de préserver.

En consacrant un ouvrage à la démarche anthropologique de Boubacar Sidibé, le Pr Bagayoko participe à cette entreprise de sauvegarde. « Nous devons apprendre à documenter notre propre histoire, nos propres expériences et les parcours de nos chercheurs. La production du savoir ne doit pas seulement être consommée ; elle doit également être produite, conservée et transmise par nos propres sociétés », estime le Pr Bagayoko.

Cette préoccupation donne au livre une dimension particulièrement actuelle. Dans un monde où les modes de communication évoluent rapidement et où les jeunes générations sont confrontées à une masse considérable d'informations, la question de la transmission des



connaissances devient plus que jamais essentielle.

Culture et éducation, un même combat !

La publication trouve une résonance particulière dans le cadre de l'année de l'Éducation et de la Culture, décrétée par le Président de la Transition, le Général de corps d'Armée Assimi Goïta. Pour l'auteur, ces deux domaines ne peuvent être considérés séparément. L'éducation transmet des connaissances et des compétences. La culture, quant à elle, transmet une mémoire, des valeurs, des références et un rapport au monde. Leur articulation contribue ainsi à la formation du citoyen. « Une éducation véritablement enracinée doit tenir compte de la culture et de la mémoire de la société. Nos jeunes doivent pouvoir connaître leur patrimoine intellectuel et culturel afin de participer pleinement à la construction de leur avenir », renchérit le Pr Bagayoko.

Un appel à la jeunesse !

À travers le parcours cinématographique de Boubacar Sidibé, le livre adresse également un message à la jeunesse malienne : celui de la recherche, de la curiosité intellectuelle et de l'engagement dans la production du savoir.

Pour le Pr Bagayoko, l'avenir de la recherche au Mali dépend notamment de la capacité des jeunes générations à s'approprier les outils scientifiques tout en restant attentives aux réalités de leur société. « La jeunesse ne doit pas être seulement destinataire du savoir. Elle doit aussi devenir actrice de sa production. C'est en encourageant la recherche, l'écriture et la documentation à travers la caméra que nous construirons une véritable mémoire scientifique nationale», propose le professeur.

Un ouvrage qui ouvre le débat !

Au final, l'ouvrage Quête anthropologique de Boubacar Sidibé apparaît comme une invitation à réfléchir sur le rapport entre savoir, culture et société. À travers le parcours étudié, le Pr Sidy Lamine Bagayoko pose une question essentielle : comment préserver la mémoire intellectuelle d'une société tout en permettant à celle-ci de se renouveler ? Dans le contexte de l'année de l'Éducation et de la Culture, cette interrogation prend une dimension particulière. Car célébrer la culture ne consiste pas uniquement à organiser des manifestations artistiques. C'est aussi lire, écrire, documenter, transmettre et valoriser ceux qui ont contribué à faire progresser la connaissance.

Avec cet ouvrage, le Pr Sidy Lamine Bagayoko apporte donc sa pierre à l'édifice national. Il rappelle que le patrimoine d'un pays ne se trouve pas seulement dans ses monuments, ses manuscrits, ses traditions ou ses œuvres artistiques. Il réside également dans la mémoire de ses chercheurs, de ses intellectuels, de ses cinéastes et de



tous ceux qui ont consacré leur vie à comprendre et à transmettre.

L'ouvrage « Quête anthropologique de Boubacar Sidibé » se présente ainsi comme un livre de référence en anthropologie visuelle, mais aussi comme un livre d'avenir : connaître ceux qui nous ont précédés pour mieux préparer ceux qui viendront après nous.

Ibrahim Sanogo

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Burundi : Africa CDC renforce la surveillance contre les fièvres hémorragiques virales aux frontières



Africa CDC, en partenariat avec le ministère burundais de la Santé publique et plusieurs acteurs du secteur sanitaire, renforce les capacités des agents de santé déployés aux principaux points d'entrée du Burundi. L'objectif est d'améliorer la détection précoce et la prise en charge des menaces liées aux fièvres hémorragiques virales afin d'empêcher leur propagation au sein des communautés.

L'initiative concerne notamment les points d'entrée de Gatumba, Rugombo, la Porte de Bujumbura ainsi que l'aéroport international Melchior Ndadaye. Ces zones stratégiques constituent des maillons importants du dispositif de surveillance épidémiologique en raison des mouvements transfrontaliers de populations.

Pendant trois jours, les professionnels de santé concernés bénéficient d'une formation pratique portant sur plusieurs dimensions de la réponse aux urgences sanitaires.

Les participants sont notamment formés à la détection précoce des cas suspects, au triage des patients, aux procédures d'isolement ainsi qu'aux mesures de prévention et de contrôle des infections.

Une attention particulière est également accordée à l'utilisation correcte et sécurisée des équipements de protection individuelle, à l'hygiène des mains et aux mécanismes permettant une coordination rapide avec le Centre des opérations d'urgence de santé publique (PHEOC).

L'enjeu est d'autant plus important que la rapidité de détection et de notification constitue un élément essentiel dans la maîtrise des maladies infectieuses susceptibles de provoquer des flambées épidémiques.

En renforçant les compétences des personnels travaillant directement aux frontières et autres points d'entrée, les autorités sanitaires burundaises et Africa CDC entendent ainsi établir une première ligne de défense capable d'identifier rapidement les risques.

Cette coopération s'inscrit plus largement dans les efforts visant à renforcer la sécurité sanitaire sur le continent africain. Elle repose sur une approche privilégiant la préparation des personnels, la surveillance, la coordination et la capacité de réaction rapide.

Pour Africa CDC, protéger les communautés commence ainsi dès les frontières : détecter précocement une menace sanitaire peut permettre d'intervenir avant qu'elle ne se transforme en épidémie de plus grande ampleur.

Arouna Sidibé

UCAD : Le Pr Abou Kane prend les commandes de la FASEG et dévoile ses priorités



Une nouvelle page s'ouvre à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Le professeur Abou Kane a officiellement été installé dans ses fonctions de Doyen, mardi 1er septembre 2026, succédant au professeur Chérif Sidy Kane.

La cérémonie de passation de service s'est déroulée en présence du Secrétaire général de l'UCAD, Seydina Ababakar Mbengue, ainsi que d'une forte mobilisation de la communauté facultaire venue rendre hommage au Doyen sortant et accueillir son successeur.

Après six années à la tête de la FASEG, Chérif Sidy Kane a dressé le bilan de son mandat, évoquant les réalisations accomplies mais reconnaissant également certaines limites. Il a particulièrement remercié les personnels administratifs, techniques et de service (PATS) ainsi que les personnels d'enseignement et de recherche (PER) pour leur accompagnement, notamment durant la crise de la Covid-19.

Il a également salué l'appui du Recteur de l'UCAD, le Pr Alioune Badara Kandji, particulièrement dans le renforcement des effectifs de la faculté.

Prenant officiellement les commandes, le Pr Abou Kane a présenté plusieurs priorités : amélioration de l'offre de formation, modernisation des infrastructures et des équipements, développement de la recherche et renforcement des partenariats.

Le nouveau Doyen a surtout placé son mandat sous le signe de la concertation. Tendant la main à toutes les composantes de la FASEG, il a promis une gouvernance ouverte et attentive aux contributions de chacun. Selon lui, si le Doyen impulse les orientations, leur concrétisation dépend de la mobilisation collective de la communauté universitaire.

Le Secrétaire général de l'UCAD a, pour sa part, salué une transition organisée dans de bonnes conditions, après des élections tenues dans les délais.

Son message a résumé l'esprit de cette passation : les hommes passent, mais les institutions demeurent. Pour le Pr Abou Kane, commence désormais le défi de transformer son programme en réalisations et de poursuivre la modernisation de la FASEG.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

FEMAFOOT : Cap sur les éliminatoires de la CAN 2027 et la candidature de l'AES pour 2032



Le Comité exécutif de la Fédération malienne de football (FEMAFOOT), réuni en session ordinaire le mardi 1er septembre 2026 à Bamako, a examiné plusieurs dossiers majeurs concernant les sélections nationales, les compétitions locales, la formation des jeunes talents et les ambitions internationales du football malien.

La réunion a notamment permis d'adopter l'ordre du jour et de valider le procès-verbal de la session du 4 août 2026. Parmi les décisions prises figure la création d'une cellule chargée de réfléchir aux moyens de ramener davantage de public dans les stades lors des compétitions nationales. Plusieurs propositions de partenariats sont déjà à l'étude.

Concernant les Aigles du Mali, le staff technique a établi une présélection de 42 joueurs pour préparer les éliminatoires de la CAN 2027 contre le Cap-Vert à Bamako et le Libéria à Monrovia, ainsi que le match amical face à la Tunisie, prévu le 3 octobre à Tunis. Le sélectionneur et plusieurs membres de son staff sont attendus à Bamako durant la deuxième semaine de septembre.

Les jeunes catégories sont également mobilisées. Deux sélections U17 préparent simultanément leurs prochaines échéances. L'équipe conduite par Sékou Seck participera au tournoi UFOA-A à Dakar à partir du 7 septembre, tandis que celle dirigée par Soumaila Coulibaly prendra part aux Jeux de l'AES à Ouagadougou.

Pour moderniser la préparation des équipes nationales, la FEMAFOOT annonce également l'acquisition d'équipements technologiques destinés au suivi des joueurs.

Sur le plan institutionnel, les préparatifs de l'Assemblée générale ordinaire du 13 octobre 2026 se poursuivent.

La Fédération entend parallèlement renforcer la détection des jeunes talents. Une mission du programme FIFA TDS, dirigé par Arsène Wenger, a ainsi séjourné auprès de la FEMAFOOT du 23 au 27 août.

Enfin, le président du Comité exécutif a fait une communication sur un dossier particulièrement ambitieux : la candidature conjointe des États de l'AES à l'organisation de la CAN 2032, une perspective qui pourrait donner une nouvelle dimension à la coopération sportive au sein de la Confédération.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com